

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

AU SERVICE DU BIEN COMMUN

Synthèse Grand Débat National

St Vincent de Paul Les Réformés - Samedi 16 février 2019

Trente cinq participants - Quatre tables de travail durant trois heures – Trois heures de synthèse avec les quatre rapporteurs - Présence active d'une observatrice du CEVIFOP

Réponses aux questions dans l'ordre du questionnaire :

Q1/ Les élus de proximité avec le sens du bien commun, représentatifs des votes, les maires, les conseillers... Des personnes physiques. Mais il y a un problème d'accessibilité à ces personnes, avec un sentiment d'impuissance et d'étouffement.

Les associations d'usagers avec une expérience de terrain.

Q2/ La question est ambiguë par ce qu'elle mélange syndicats et associations. Les syndicats n'ont pas de capacité à représenter en France. Les associations n'ont pas à entamer le pouvoir des élus qui ont besoin d'être crédibilisés. Les associations conduisent à favoriser des minorités, sauf associations caritatives.

3/ Des élus honnêtes avec le sens du service et du bien commun. De la proximité, de l'éthique, de la morale. Des élus qui ne critiquent pas. Limiter la durée des mandats. Du lien, des débats sur la vie courante et les projets locaux.

4/ Avis partagés... Non cumul plutôt bon. Problème de la professionnalisation de la politique. Problème de la limite d'âge.

5/ Mettre une dose de proportionnelle, des referendum, des débats.

6/ Oui aux législatives et régionales. Globalement oui mais attention à ce qu'on ne perturbe par la gouvernance.

7/ Réduire le nombre des échelons d'élus. Oui à la 1ère partie. Oui à la seconde.

8/ Par l'éducation civique dans les écoles. Sensibiliser au fait qu'ils appartiennent à un tout. Un abattement fiscal aux votants ?

9/ Non.

10/ Oui. Avec un seuil ou un quotient pour remise en cause du vote.

11/ Respecter les votes ! La France a voté Non à Maastricht et tout s'est passé comme si elle avait voté Oui. Education à la citoyenneté dans les écoles. Suivre l'exemple des écoles d'Espérance Banlieue (levé des couleurs le matin). Plus de subsidiarité.

12/ Au niveau national, oui. Au niveau local, plutôt favorable.

13/ Oui, simplifier et communiquer sur le sujet.

14/ Non

15/ Utilisation de la consultation internet et enquêtes d'utilité publique. Un pouvoir de sanction par la cour des comptes ?

16/ Rôle du CESE très discutable, plutôt à supprimer ou réduire comme peau de chagrin, mais conservation du Sénat.

17/ Avis partagés. Améliorer le rapport laïcité et culture

18/ Respecter le pays d'accueil, sa culture et traditions.

Créer un programme de culture des religions obligatoire dans tous les lycées.

Enseigner les racines chrétiennes de la France et de l'Europe dans les cours d'histoire.

19/ Une instruction plus soutenue (politique, civique), avec la politesse, le respect, avec une part de spirituel. Une exigence plus importante dans l'instruction : orthographe, vocabulaire, grammaire. Développer une capacité de débat à l'école pour défendre leur opinion et respecter les autres.

La vérité dans l'enseignement et l'éducation. Responsabiliser les parents dans leurs tâches éducatives.

20/ Dès le plus jeune, sensibiliser à l'amour de la langue, du pays, la fierté d'y appartenir. Donner l'expérience de l'amour et de la charité. Remettre l'Homme au centre. Favoriser les échanges intelligents entre les enfants dès le plus jeune âge. Développer encore le service civique et le service militaire.

Développer le bénévolat et le volontariat et les introduisant dans le cursus scolaire (comme au Canada).

21/ Promouvoir le sens du bien commun, le sens du respect de l'autre, la politesse, la bienveillance et la discipline. Respect des anciens, respect de la vie, du handicap, laisser sa place dans le bus.

22/ Rétablir l'autorité des enseignants, rétablir l'autorité et le respect de la Police. Enseigner la

bienveillance à l'école, favoriser scoutisme et patronages pour les jeunes. Faire des panneaux publicitaires humoristiques et ludiques.

Travaux d'intérêt général pour ceux qui font des écarts, tels que projets collaboratifs locaux, jardins communaux...

23/ Qualité de l'accueil de service public. Mais capacité de refuser de servir si agression. Promouvoir les films qui mettent en valeur l'Homme et le service de l'autre.

24/ Sanctions des dégradations des biens publics, (tags...) Manque d'hygiène, d'attention à l'autre et de politesse. Traiter l'individualisme, l'isolement et la solitude. Faire des campagnes sur le Bien commun et la courtoisie.

25/ Impliquer les parents et les familles. Des campagnes civiques ciblées. Le devoir citoyen ! Amendes, travaux d'intérêt général. Des moyens...

26/ L'éducation des enfants dans les familles. Veiller soi-même à vivre le civisme et avoir la simplicité de faire remarquer aux autres leur manque de civilité. Se maîtriser, de la conscience civique et politique.

27/ Nous les vieux marseillais, les français de souche blancs... ! Le comportement des hommes sur les femmes. Les chrétiens persécutés, les églises profanées.

28/ Rencontres et dialogues. Apprendre l'amour du prochain créé à l'image de Dieu. Retourner aux racines culturelles et en vivre pleinement. Si on ne sait pas d'où on vient, on ne sait pas où aller.

29/ Oui. Qu'elles soient conditionnelles et que si une condition n'est pas respectée, elles soient ponctuellement suspendues. Sinon, travaux d'intérêt général obligatoires.

30/ Elle n'est pas bonne et inquiétante. On ne combat pas l'appel de la France aux allocations et à l'assistanat.

Dissocier l'immigration de l'intégration, et penser de suite « retour au pays. Empêcher les regroupements familiaux. SUPPRIMER LE DROIT DU SOL. On crée du déracinement qui n'est pas bon pour les arrivants. Réfléchir aussi en fonction des besoins de notre pays, ne pas accueillir si le travail n'est pas assuré chez nous.

31/ Fixer des objectifs, d'intégration, de formation, de vocation au retour.

32/ Eduquer, former, et organiser le retour et la préparation à la reconquête des pays d'origine. L'Afrique est en développement... Avons nous le droit de vider l'Afrique de ses forces ? Ces immigrés africains ne doivent pas le manquer. Faire des missions de coopération dans les pays de départ des migrants.

Instaurer des possibilités d'emplois simplifiés en France pour ces populations.

33/ Des cours de langues, nombreux, complets, des bilans de compétence. Enseigner les fondamentaux, lire écrire et compter, l'histoire de France, de la culture générale, musique...les traditions et coutumes françaises.

Un acte solennel pour la naturalisation !

34/ Ne pas remplacer la conscience personnelle par le Droit.

Prendre en compte la vie spirituelle des personnes dans la vie publique.

Enseigner le respect de nos racines chrétiennes.

Éléments récurrents – observations – tendances dominantes

1 – L'essentiel n'est pas dans les questions institutionnelles (élections, représentativité...)

2 – Une référence constante à la notion de « Bien Commun »

3 – Une demande persistante pour l'éducation à l'école, au respect du prochain, avec prise en compte de notre histoire, et de la culture des religions.

4 – Une prise en compte de la dimension spirituelle de l'Homme pour exercer sa citoyenneté.

5 – Constat que nous sommes davantage respectés lorsqu'on affirme ce que nous sommes... femme, chrétien..., nous sommes méprisés si nous sommes timides et mous et si nous renions ce que nous sommes.

« Face aux conditions toujours plus complexes de la modernité, nous limiter nous-mêmes est la seule voie pour la préservation de tous. »

Alexandre Soljenitsyne, discours du Lichtenstein le 16 septembre 1993